

PRÉFET DE LA SOMME

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**PORTANT  
PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES A DÉCLARATION  
DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT DE OISEMONT**

**EN APPLICATION DES ARTICLES L214-1 à L.214-3 et R214-1 à R214-60  
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**(Ref : 80-2017-0132)**

Le Préfet de la Somme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive CEE 91/271 du 21 mai 1991 modifiée, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

VU la partie législative du Code de l'Environnement, et notamment son livre II ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L.1311-1 à L.1311-2, L.1331-1, L.1331-10, L.1331-13 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jacques BANDERIER, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Somme ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois Picardie ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques adressé au pétitionnaire pour avis en date du 1<sup>er</sup> décembre 2017 ;

VU les observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques reçues en date du 18 janvier 2018;

**CONSIDÉRANT** que les rejets de la station de traitement des eaux usées de l'agglomération d'assainissement de Oisemont s'effectuent par infiltration ;

**CONSIDÉRANT** l'objectif de qualité fixé par le SDAGE du bassin Artois Picardie ;

**CONSIDÉRANT** que pour respecter l'objectif de qualité du cours d'eau, et protéger le milieu naturel, des normes de rejet doivent être respectées et un dispositif d'autosurveillance du système d'assainissement doit être mis en place ;

**CONSIDÉRANT** que l'agglomération d'assainissement doit appliquer les prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015 sus-cité ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

## **ARRETE**

### **Titre I : OBJET DE L'ARRÊTÉ**

#### **Article 1 - Objet de l'autorisation**

L'arrêté fixe les prescriptions particulières concernant le système de collecte et de traitement des eaux usées de l'agglomération d'assainissement de Oisemont. Ces prescriptions sont à respecter par le pétitionnaire, la commune de Oisemont.

Sont soumis aux conditions du présent arrêté :

- Le système de collecte des eaux usées
- Les ouvrages de la station de traitement des eaux usées
- Les ouvrages de rejet

#### **Article 2 – Généralités**

##### **2.1 - Description**

La station de traitement des eaux usées, d'une capacité nominale de **105 kg de DBO<sub>5</sub>/jour (1 750 EH)** est située sur la commune de Oisemont.

Cette station traite les eaux usées des communes de Oisemont.

La station est de type filtre planté de roseaux à deux étages.

Les eaux traitées sont rejetées en bassins d'infiltration.

Coordonnées Lambert 93 de la station :       $X = 559\ 779$        $Y = 2\ 550\ 387$

Le réseau est de type mixte.

Le système assainissement comporte 2 postes de refoulement et 2 déversoirs d'orage (DO) sur le réseau et d'un bassin de stockage restitution avec un trop plein vers une zone de rejet végétalisé répartis comme suit :

- Déversoir d'orage « réseau » :
  - Déversoir d'orage rue Roger Salengro (< 30 kg/j de DBO<sub>5</sub>)
  - Déversoir d'orage rue de la Prévôte (> 30 et < 120 kg/j de DBO<sub>5</sub>)

- By-pass A2 :

- Trop plein du bassin tampon de la station d'épuration

## 2.2 - Charges de référence :

La station traite une charge de pollution journalière moyenne de :

Paramètres	DBO <sub>5</sub>	MES	DCO	NTK	Ptot
Charges de référence en kg/j	105	140	236	21	7

## 2.3 - Débit de référence :

- 576 m<sup>3</sup>/j

## Titre II : PRESCRIPTIONS

### Article 1 - Conditions générales

#### 1.1 - Conformité du dossier déposé

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans.

#### 1.2 - Descriptif de l'installation

##### 1.2.1 - Filière eau

La station est de type filtre planté de roseaux à deux étages composé de :

- une arrivée des eaux usées en gravitaire de diamètre 400,
- un regard 1,2 x 1,2m pour piéger les cailloux(fosse à cailloux)
- un dégrilleur automatique vertical avec compacteur, fixé dans un regard de 1,5m x 1,5m recouvert d'un caillebotis avec barres antichute
- un dégrilleur manuel en parallèle du dégrilleur automatique
- un bassin de stockage restitution (ou bassin tampon) d'une capacité de 201m<sup>3</sup> vidangeable en 6 heures ;
- un by-pass par de temps de pluie au sein du bassin tampon vers une zone de rejet végétalisé,
- un refoulement au sein du bassin de stockage restitution qui alimente le 1<sup>er</sup> étage de filtres plantés de roseaux
- un 1<sup>er</sup> étage de filtres plantés de roseaux d'une superficie de 2100m<sup>2</sup> composé de deux plateaux de 3 lits de 350 m<sup>2</sup> chacun
- un ouvrage muni de 2 chasses à clapet alimentant le 2<sup>ème</sup> étage de filtres plantés de roseaux
- un 2<sup>ème</sup> étage de filtres plantés de roseaux d'une superficie de 1400m<sup>2</sup> composé de deux plateaux de 2 lits de 350 m<sup>2</sup> chacun
- un regard de recirculation
- un canal de comptage "venturi" muni d'une sonde à ultrasons en sortie du regard de recirculation,
- une fosse de stockage avec compresseur,
- une vanne de coupure en amont du dispositif d'infiltration pour préserver ce dispositif de toute pollution accidentelle ;
- 1 système d'infiltration composé de 3 bassins en série recevant les eaux épurées et les eaux surversées en temps de pluie.
- un piézomètre en aval hydrologique du système d'infiltration, dans l'axe d'écoulement de la nappe.

La station est équipée d'un dispositif de mesure de débit en entrée et en sortie, et est aménagée pour permettre le prélèvement d'échantillons en entrée et en sortie.

##### 1.2.2 – Entretien des roseaux

L'entretien des roseaux consiste en un faucardage annuel des roseaux entre novembre et mars. La taille minimale des roseaux après faucardage est de 20 cm.

La station est aménagée pour permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs de la qualité des effluents et la mesure des débits, y compris sur les sorties d'eaux usées intervenant en cours de traitement.

### **1.2.3 - Filière BOUES**

Le traitement par filtres plantés de roseaux ne générant pas une production importante de boues, celles-ci sont extraites, au minimum, une fois tous les dix ans. Un dossier de déclaration pour l'épandage de ces boues est réalisé avant chaque opération d'épandage supérieur à 3 T de matières sèches.

Le présent arrêté ne concerne pas le plan d'épandage des boues.

## **1.3 - Fonctionnement, exploitation et fiabilité du système d'assainissement**

### **1.3.1 – Fonctionnement**

Les ouvrages et équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances, sont entretenus régulièrement.

### **1.3.2 - Exploitation**

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables et d'éléments d'équipements utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement et lutter contre un sinistre éventuel.

Le système est exploité de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système dans tous les modes de fonctionnement.

L'exploitant du système de traitement peut à cet effet :

- admettre occasionnellement et provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédant le débit ou la charge de référence de l'installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci,
- utiliser toute autre disposition alternative mise en œuvre par le pétitionnaire (bassins de rétention, stockage en réseau...).

### **1.3.3 – Fiabilité**

Le pétitionnaire et son exploitant justifient à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et assurer un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatible avec le présent arrêté.

Les performances sont garanties pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents, pannes et défauts de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel de maintenance,
- un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement.

## **Article 2 - Prescriptions applicables au système de collecte**

### **2.1 - Conception – réalisation - exploitation**

Les ouvrages sont conçus, réalisés, entretenus et exploités de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites et à acheminer au système de traitement les flux correspondant à son débit de référence. Ils sont conçus et exploités de façon à empêcher tout déversement vers le milieu naturel dans les conditions normales de fonctionnement.

Le pétitionnaire s'assure de la bonne qualité d'exécution des tronçons en référence aux règles de l'art et

des mesures techniques particulières prises dans les secteurs caractérisés par les eaux souterraines très fragiles ou des contraintes liées à la nature du sous-sol.

Le pétitionnaire porte à la connaissance du préfet tous travaux d'extension ou de réhabilitation du réseau préalablement à leur exécution.

## **2.2 - Raccordements**

Les effluents collectés ne contiennent pas :

- de produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites.
- des matières et des produits susceptibles de nuire à la conservation des différents ouvrages.

Le pétitionnaire peut accepter de traiter des effluents non domestiques autres que ceux prévus dans le dossier initial dans la limite de la capacité nominale de l'installation. Cette acceptation est conditionnée par une étude de faisabilité permettant de prouver, en termes de débit et de composition, que l'effluent non domestique peut être traité par la station, et par une autorisation de rejet de l'effluent non domestique du pétitionnaire reprenant les termes ci-dessus.

## **Article 3 - Prescriptions applicables au système de traitement**

### **3.1 - Conception et fiabilité de la station de traitement des eaux usées**

Le système de traitement est dimensionné, conçu, construit et exploité de manière telle qu'il puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes correspondant à son débit et charges de référence stipulés au titre I article 2.

Le personnel d'exploitation reçoit une formation adéquate lui permettant de réagir dans toutes les situations de fonctionnement de la station. Une astreinte est organisée pour assurer la continuité du service public.

Un plan des ouvrages est établi par le pétitionnaire, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et daté.

Il comprend notamment :

- les réseaux relatifs à la filière "eau" (poste de relevage, regards, vannes)
- l'ensemble des ouvrages et leurs équipements (pompes, ...)
- les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, échantillonneurs, débitmètres...)

Il est tenu à la disposition de la police de l'eau et des services d'incendie et de secours.

### **3.2 - Prescriptions relatives au rejet**

#### **3.2.1 - Valeurs limites de rejet - obligation de résultats**

En condition normale de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station de traitement des eaux usées, mesurées à partir d'échantillons moyens journaliers homogénéisés selon des méthodes normalisées, répondent aux conditions suivantes en concentration:

<b>PARAMETRE</b>	<b>Concentration maximale</b>	<b>Abattement minimal</b>
MES	-	50,00%
DBO <sub>5</sub>	35 mg/l	60,00%
DCO	200 mg/l	60,00%
NTK	30 mg/l	-

La température de l'effluent en sortie est inférieure à 25 °C.

Le pH est compris entre 6 et 8,5.

L'un ou l'autre des deux critères définis (concentration ou rendement) pour chaque paramètre de pollution doit être vérifié.

Sont considérées « hors conditions normales d'exploitation » les situations suivantes :

- précipitations inhabituelles occasionnant un débit supérieur au débit de référence,
- les opérations programmées de maintenance,
- les circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement.

Le nombre annuel d'échantillons non conformes toléré prélevé dans les conditions de fonctionnement normales et rapporté au programme d'autosurveillance est de 0 pour les paramètres MES, DCO et DBO<sub>5</sub>.

Ces paramètres respectent toutefois les seuils suivants :

Paramètres	Concentration Rédhibitoire
MES	85 mg/l
DBO <sub>5</sub>	70 mg/l
DCO	400 mg/l

### 3.3 - Prévention et nuisances

#### 3.3.1 - Dispositions générales

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus régulièrement. Une surveillance particulière est assurée aux abords de l'établissement, et notamment autour des émissaires des rejets.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au minimum équivalent au volume stocké.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

#### 3.3.2 - Prévention des odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation.

#### 3.3.3 - Prévention des nuisances sonores

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

### 3.4 - Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'exploitation des ouvrages n'ont pas libre accès aux installations. L'ensemble des installations du système de traitement est délimité par une clôture. L'interdiction d'accès au public est clairement signalée.

L'accès aux différents ouvrages est sécurisé.

Les agents des services habilités, notamment ceux de l'AFB, et de la police de l'eau ont constamment libre accès aux installations.

## **Article 4 - Autosurveillance du système d'assainissement**

### **4.1 - Autosurveillance du trop plein du bassin tampon**

Les informations d'autosurveillance à recueillir et à transmettre à l'agence de l'eau et à la police de l'eau, sur le by-pass du bassin tampon sont :

- Mesure et enregistrement en continu des débits
- Estimation des charges polluantes rejetées.

#### 4.2 - Autosurveillance du système de collecte

Le système de collecte est conforme lorsque les rejets par temps de pluie représentent moins de 5% des volumes d'eaux usées produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année.

- Déversoir d'orage « réseau » :
  - Déversoir d'orage rue Roger Salengro (< 30 kg/j de DBO5)
  - Déversoir d'orage rue de la Prévôte (> 30 et < 120 kg/j de DBO5)
- By-pass A2 :
  - Trop plein du bassin tampon de la station d'épuration

Le pétitionnaire vérifie la qualité de chaque branchement particulier et sa régularité par rapport au règlement de service au moins une fois tous les 25 ans. Il réalise chaque année un état précis (commune, rue, n° rue, longueur, nature et diamètre des tuyaux) des extensions du réseau de collecte ainsi que des branchements réalisés. Il évalue les quantités annuelles de sous-produits de curage et de décantation du réseau.

Dans le cadre de l'autosurveillance du réseau, ces éléments sont envoyés chaque année à la police de l'eau.

La recherche d'H<sub>2</sub>S est effectuée si nécessaire à l'entrée de la station et aux points caractéristiques du réseau. Elle est assortie de mesures permettant de réduire les caractères malodorants, toxique et corrosif de cet élément.

Les modalités de cette autosurveillance sont décrites précisément dans le manuel d'autosurveillance du système d'assainissement.

#### 4.3 - Autosurveillance de la station de traitement des eaux usées

##### 4.3.1 - Dispositions générales

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité est enregistré (débits horaires arrivant à la station, consommation d'énergie, production de boues, analyses...).

Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles sont accessibles.

##### 4.3.2 - Fréquences d'autosurveillance

La fréquence annuelle des mesures pour chacun des paramètres figure dans le tableau suivant :

PARAMETRES	Charges brutes en entrée Fréquence des mesures (Nb/an)	Sortie eaux épurées Fréquence des mesures (Nb/an)
Débits entrants	365	-
Débits sortants	-	365
pH	2	2
MES	2	2
DBO <sub>5</sub>	2	2
DCO	2	2
NTK	2	2
NH <sub>4</sub>	2	2
NO <sub>2</sub>	2	2
NO <sub>3</sub>	2	2

Ptot	2	2
Température	2	2
Eaux non traitées déversés au milieu naturel au niveau du by-pass du bassin de stockage restitution	365	-

En cas de fortes variations des charges brutes de pollution organique au cours de l'année, le préfet peut adapter les paramètres à mesurer et la fréquence des mesures.

Le planning annuel des prélèvements est établi par l'exploitant sous l'autorité du pétitionnaire, en retenant des dates tenant compte de la variabilité de la qualité des effluents ; il est envoyé pour acceptation au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau avant le 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédant l'exercice concerné.

#### 4.3.3 - Contrôle du dispositif d'autosurveillance

Sont tenus à disposition de la police de l'eau et de l'agence de l'eau :

- un registre comportant l'ensemble des informations relatives à l'autosurveillance du rejet ;
- un manuel d'autosurveillance concernant le réseau et la station de traitement des eaux usées est tenu par l'exploitant décrivant de façon précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif. Ce manuel fait mention des références normalisées ou non. Le manuel d'autosurveillance comporte également un synoptique du système de traitement indiquant les points logiques, physiques et réglementaires. Il intègre les mentions associées à la mise en œuvre du format d'échange de données SANDRE : définition des points logiques et réglementaires nécessaires au paramétrage de la station. Ce manuel est transmis au service en charge de la police de l'eau pour validation et à l'agence de l'eau, et est régulièrement mis à jour.

#### 4.3.4 - Contrôles inopinés

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement, notamment ceux chargés de la police de l'eau, ont libre accès, à tout moment, aux installations autorisées.

La police de l'eau se réserve le droit de pratiquer ou de demander en tant que de besoin des vérifications inopinées complémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

#### 4.4 - Autosurveillance du milieu récepteur

Un piézomètre à quelques mètres en aval hydrologique du système d'infiltration, dans l'axe d'écoulement de la nappe sera installé afin de suivre régulièrement le niveau piézométrique de la nappe et de réaliser des analyses régulières de qualité d'eau.

#### 4.5 – Diagnostic du système d'assainissement

En application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, le pétitionnaire établit, suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées.

Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement. Le diagnostic vise notamment à :

- identifier et localiser l'ensemble des points de rejets au milieu récepteur et notamment les déversoirs d'orage
- quantifier la fréquence, la durée annuelle des déversements et les flux polluants déversés au milieu naturel
- vérifier la conformité des raccordements au système de collecte
- estimer les quantités d'eaux claires parasites présentes dans le système de collecte et identifier leur origine



- recueillir des informations sur l'état structurel et fonctionnel du système d'assainissement
- recenser les ouvrages de gestion des eaux pluviales permettant de limiter les volumes d'eaux pluviales dans le système de collecte.

Il est suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels et, quand cela est techniquement et économiquement possible, d'un programme de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, en vue de limiter leur introduction dans le réseau de collecte.

Dès que ce diagnostic est réalisé, le pétitionnaire transmet, au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau, un document synthétisant les résultats obtenus et les améliorations envisagées du système de collecte.

### **Article 5 - Prescriptions relatives aux sous-produits**

Le pétitionnaire prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet. Le pétitionnaire est en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande de la police de l'eau.

Les boues évacuées en provenance du réseau sont consignées dans un registre.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé à la police de l'eau.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.

### **Article 6 - Informations et transmissions obligatoires**

#### **6.1 - Analyse de risque de défaillance**

Avant sa mise en service, la stations de traitement des eaux usées fait l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette analyse est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau.

En fonction des résultats de cette analyse, le préfet peut imposer des prescriptions techniques supplémentaires.

#### **6.2 – Récolement**

Le service de police de l'eau est tenu informé de la date de commencement de réalisation de chacune des phases de travaux et de l'échéancier prévisionnel de leur réalisation ; il leur est alors remis le plan d'exécution des travaux.

Le service de police de l'eau est tenu informé de la date de la fin de chacune des phases de travaux. A l'achèvement des travaux, il est procédé au récolement des travaux en présence du service chargé de la police de l'eau à qui il est remis les plans de récolement cotés en planimétrie et en altimétrie.

#### **6.3 - Transmissions préalables relatives aux périodes d'entretien**

La police de l'eau est informée au moins un mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles de l'installation et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur le milieu récepteur. Les caractéristiques des déversements (flux, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur lui sont précisées.

La police de l'eau peut, si nécessaire, demander le report de ces opérations ou prescrire des mesures visant à en réduire les effets.

## **6.4 - Transmissions immédiates**

### **6.4.1 - Incident grave – Accident**

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement est signalé dans les meilleurs délais à la police de l'eau à qui l'exploitant remet, rapidement, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en œuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

Tout déversement à partir du réseau de collecte est signalé dans les meilleurs délais à la police de l'eau, avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le pétitionnaire prend ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

### **6.4.2 - Dépassements des valeurs limites fixées par l'arrêté**

Les dépassements des seuils fixés par l'arrêté sont signalés dans les meilleurs délais à la police de l'eau, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

## **6.5 - Transmissions des données de la filière "eau"**

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée dans le cadre du format informatique relatif aux échanges des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement du Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'eau (SANDRE).

Ces transmissions comportent :

- les résultats observés durant la période considérée concernant l'ensemble des paramètres caractérisant les eaux usées et le rejet ;
- les dates de prélèvements et de mesures.

Les données sont envoyées au format SANDRE de la version la plus récente.

## **6.6 - Transmissions annuelles**

L'exploitant rédige en début d'année N+1 le bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement effectués l'année N, qu'il transmet au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année N+1.

Ce bilan annuel est un document synthétique qui comprend notamment:

- Un bilan du fonctionnement du système d'assainissement, y compris le bilan des déversements et rejets au milieu naturel (date, fréquence, durée, volumes et, le cas échéant, flux de pollution déversés);
- Les éléments relatifs à la gestion des déchets issus du système d'assainissement (déchets issus du curage de réseau, sables, graisses, refus de dégrillage, boues produites...);
- Les informations relatives à la quantité et la gestion d'éventuels apports extérieurs (quantité, qualité): matières de vidange, boues exogènes, lixiviats, effluents industriels, etc.;
- La consommation d'énergie et de réactifs;
- Un récapitulatif des événements majeurs survenus sur la station (opérations d'entretien, pannes, situations inhabituelles...);
- Une synthèse annuelle des informations et résultats d'autosurveillance de l'année précédente
- Un bilan des contrôles des équipements d'autosurveillance réalisés par le pétitionnaire;
- Un bilan des nouvelles autorisations de déversement dans le système de collecte délivrées durant l'année concernée et du suivi des autorisations en vigueur;
- Une analyse critique du fonctionnement du système d'assainissement;

- Une autoévaluation des performances du système d'assainissement
- La liste des travaux envisagés dans le futur, ainsi que leur période de réalisation lorsqu'elle est connue.

Le plan du réseau d'assainissement eaux pluviales et eaux usées, avec localisation précise des principaux ouvrages et industriels est tenu à jour par le pétitionnaire. Ce plan est tenu à la disposition des agents de l'agence de l'eau et de la police de l'eau.

Par ailleurs, le pétitionnaire renseigne chaque année le référentiel SISPEA sur le site [www.services.eau-france.fr](http://www.services.eau-france.fr) prévu par le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 et par l'arrêté du 2 mai 2007 afin de permettre aux usagers de bénéficier d'une information sur le prix de l'eau et la qualité du service.

### **Titre III : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 1 - Caractère du présent arrêté de prescriptions spécifiques**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir.

Faute par le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, le préfet peut prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### **Article 2 - Modification de l'installation**

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

#### **Article 3 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 4 - Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **Article 5 - Sanctions**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles R.216-12 et des articles L.216-1 à L.216-13 du code de l'environnement.

#### **Article 6 - Publication et information des tiers**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Oisemont pendant une durée minimum d'un mois : le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune de Oisemont.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la Somme durant une durée d'au moins 6 mois.


#### **Article 7 - Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux que devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans les conditions prévues aux articles L 214.10 et L 514.6 du Code de l'Environnement, à savoir :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

#### **Article 8 - Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme, le Responsable départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le maire de Oisemont, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au pétitionnaire.

A Amiens, le **- 7 FEV. 2018**  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires et  
de la mer  
  
Jacques Bandierier